

F. 2001 — 3059

[C — 2001/29442]

**19 JUILLET 2001. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant application de l'article 11 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, notamment l'article 11;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 octobre 1998 portant application de l'article 11 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 29 mars 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 avril 2001;

Vu les protocoles de négociation du 26 avril 2001 du Comité de secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 10 mai 2001 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 22 juin 2001, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre ayant l'Enseignement fondamental dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 5 juillet 2001,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** En début de chaque année scolaire et avant le 1<sup>er</sup> octobre, le directeur, dans l'enseignement de la Communauté française, le pouvoir organisateur, dans l'enseignement subventionné, transmet, selon la procédure décrite aux articles 3 et 4, la formule relative aux horaires des élèves et des enseignants dont le modèle figure en annexe du présent arrêté.

La formule est rédigée par école et, au cas où l'école comprend plus d'une implantation et que les implantations ne possèdent pas toutes le même horaire global, par groupe d'implantations utilisant le même horaire global.

**Art. 2.** Lorsqu'un nouveau calcul de l'encadrement est opéré au 1<sup>er</sup> octobre conformément à l'article 27 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, les modifications qu'entraîne ce nouveau calcul en ce qui concerne les horaires cités à l'article 1<sup>er</sup> sont transmises avant le 1<sup>er</sup> novembre, à l'aide de la formule visée à l'article 1<sup>er</sup>, en mentionnant qu'il s'agit d'un document modificatif et selon la même procédure que celle décrite aux articles 3 et 4.

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** La formule indique l'horaire global des élèves, c'est-à-dire les heures de début et de fin des cours le matin et l'après-midi.

Une période de cours compte 50 minutes. Les périodes hebdomadaires de cours à consacrer aux élèves sont étalées sur neuf demi-jours du lundi matin au vendredi soir.

Les périodes de cours sont insécables. Cependant, après avoir consulté les instances concernées par les consultations visées à l'alinéa 2 de l'article 4, le directeur, dans l'enseignement de la Communauté française, le pouvoir organisateur, dans l'enseignement subventionné, peut solliciter auprès du Ministre ayant l'Enseignement fondamental dans ses attributions, une dérogation pour :

- soit décomposer une période hebdomadaire en autant de parties que nécessaire à répartir dans différentes demi-journées;

- soit couper une période chaque jour en deux parties à répartir dans la journée considérée.

**§ 2.** La formule indique les membres du personnel qui dispensent les différents cours ainsi que les prestations de chaque enseignant.

**Art. 4.** La formule dûment complétée et datée est signée par chaque membre du personnel enseignant en regard de son nom, par la direction et par le pouvoir organisateur.

La formule originale est conservée au sein de l'école. Elle sera accompagnée d'une copie du procès-verbal des consultations prévues aux articles 3, 4, 18 et 19 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement.

Une copie de la formule et du procès-verbal visé à l'alinéa 2 est adressée au service d'inspection de l'enseignement fondamental ordinaire organisé par la Communauté française ou au service d'inspection de la Communauté française pour l'enseignement fondamental ordinaire subventionné.

**Art. 5.** Dans les établissements scolaires où le règlement de travail est d'application en vertu de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail, une copie de l'horaire des membres du personnel y sera annexée.

**Art. 6.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 octobre 1998 portant application de l'article 11 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement est abrogé.

**Art. 7.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2001.

**Art. 8.** Le Ministre ayant l'Enseignement fondamental dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 juillet 2001.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des missions confiées à l'ONE,

J.-M. NOLLET

Classes maternelles												Classes primaires												Dénomination adresse complète		Direction signature	
	M1 écoles	N1 A (1)	M2 B (2)	M3 A (3)	P1 septembre (5)	P1 A (6)	P2 B (7)	P3 A (8)	P4 A (9)	P5 B (10)	P6 A (11)	P6 B (12)	P6 A (13)	P6 B (14)	Q1 [ ]												
<b>LUNDI</b>																											
1...h...h...	1																										
2...h...h...	2																										
3...h...h...	3																										
4...h...h...	4																										
5...h...h...	5																										
6...h...h...	6																										
<b>MARDI</b>																											
1...h...h...	7																										
2...h...h...	8																										
3...h...h...	9																										
4...h...h...	10																										
5...h...h...	11																										
6...h...h...	12																										
<b>MERCREDI</b>																											
1...h...h...	13																										
2...h...h...	14																										
3...h...h...	15																										
4...h...h...	16																										
<b>JEUDI</b>																											
1...h...h...	17																										
2...h...h...	18																										
3...h...h...	19																										
4...h...h...	20																										
5...h...h...	21																										
6...h...h...	22																										
<b>VENDREDI</b>																											
1...h...h...	23																										
2...h...h...	24																										
3...h...h...	25																										
4...h...h...	26																										
5...h...h...	27																										
6...h...h...	28																										

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 2001 portant application de l'article 11 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement.

Le Ministre de l'enfance, chargé de l'Enseignement fondamental,  
de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.

J.-M. NOLLET

Réprésentant du Pouvoir organisateur

Direction

## VERTALING

N. 2001 — 3059

[C — 2001/29442]

**19 JULI 2001. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende toepassing van artikel 11 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, inzonderheid op artikel 11;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 oktober 1998 houdende toepassing van artikel 11 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 29 maart 2001;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 5 april 2001;

Gelet op de onderhandelingsprotocollen van 26 april 2001 van Sectorcomité IX en van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 mei 2001 over de aanvraag om advies dat door de Raad van State binnen een termijn van hoogstens één maand te geven is;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 22 juni 2001, met toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het basisonderwijs behoort;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 juli 2001,

Besluit :

**Artikel 1.** In het begin van elk schooljaar, vóór 1 oktober, zendt de directeur, in het onderwijs van de Franse Gemeenschap, of de inrichtende macht, in het gesubsidieerd onderwijs, volgens de procedure bepaald in de artikelen 3 en 4, het formulier over betreffende lesroosters van de leerlingen en van de leerkrachten waarvan het model in de bijlage bij dit besluit opgenomen is.

Het formulier wordt per school opgesteld en, ingeval de school meer dan één vestigingsplaats telt en die vestigingsplaatsen niet alle hetzelfde globale lesrooster hebben, per groep vestigingsplaatsen die hetzelfde globale lesrooster gebruiken.

**Art. 2.** Wanneer een nieuwe berekening van de omkadering op 1 oktober wordt verricht overeenkomstig artikel 27 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, worden de wijzigingen die voortvloeien uit die nieuwe berekening betreffende de lesroosters vermeld in artikel 1 vóór 1 november overgezonden door middel van het formulier bedoeld in artikel 1, met de vermelding dat het gaat om een wijzigend document en volgens dezelfde procedure als deze die in de artikelen 3 en 4 bepaald is.

**Art. 3. § 1.** Het formulier vermeldt het globale lesrooster van de leerlingen, namelijk de uren van het begin en van het einde van de lessen in de morgen en in de namiddag.

Een lestijd telt 50 minuten. De wekelijkse lestijden voor de leerlingen worden over negen halve dagen verspreid van maandag morgen tot vrijdag avond.

De lestijden zijn onsplitsbaar. De directeur, in het onderwijs van de Franse Gemeenschap, of de inrichtende macht, in het gesubsidieerd onderwijs, kan echter, na de instanties bepaald voor het overleg bedoeld in lid 2 van artikel 4 te hebben geraadpleegd, bij de Minister tot wiens bevoegdheid het basisonderwijs behoort, een afwijking aanvragen om :

- ofwel een wekelijkse lestijd onder te verdelen in zoveel delen als dit noodzakelijk is, te verdelen over verschillende halve dagen;

- ofwel een lestijd elke dag te splitsen in twee delen, te verdelen binnen die dag.

§ 2. Het formulier vermeldt de personeelsleden die de verschillende lessen verstrekken alsook de prestaties van iedere leraar.

**Art. 4.** Het behoorlijk ingevulde en gedateerde formulier wordt ondertekend door ieder lid van het onderwijszend personeel naast zijn naam, door de directie en door de inrichtende macht.

Het originele formulier wordt in de school bewaard, samen met een afschrift van het proces-verbaal van het overleg bedoeld in de artikelen 3, 4, 18 en 19 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving.

Een afschrift van het formulier en van het proces-verbaal bedoeld in lid 2 worden overgezonden aan de inspectiedienst van het gewoon basisonderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap of aan de inspectiedienst van de Franse Gemeenschap voor het gesubsidieerd gewoon basisonderwijs.

**Art. 5.** In de schoolinrichtingen waar het arbeidsreglement van toepassing is krachtens de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen, wordt er een afschrift van het lesrooster van de personeelsleden bij gevoegd.

**Art. 6.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 oktober 1998 houdende toepassing van artikel 11 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving wordt opgeheven.

**Art. 7.** Dit besluit treedt in werking op 1 september 2001.

**Art. 8.** De Minister tot wiens bevoegdheid het basisonderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 juli 2001.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het basisonderwijs,  
de opvang en de opdrachten toegewezen aan de ONE,

J.-M. NOLLET

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 2001 houdende toepassing van artikel 11 van het decreet van 13 juli 1988 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving.

De Minister van Kinderwelzijn,  
belast met het basisonderwijs, de opvang en de opdrachten toegewezen aan de ONE,  
J.-M. NOUILLET